

Le colloque peut enfin se tenir

Après des semaines d'incertitudes, les organisateurs ont trouvé un lieu d'accueil, dans le 14^e arrondissement de Marseille.

A PRES des semaines d'incertitudes, le CREOPS peut enfin organiser à Marseille son séminaire sur le thème « Mémoires de l'immigration algérienne : la guerre d'Algérie en France ».

Aujourd'hui et demain, acteurs de la période, Français et Algériens, sociologues, professeurs et historiens se réunissent au Centre d'Animation Font Obscure dans le 14^e arrondissement de Marseille. Une salle trouvée, in extremis et non sans mal, par le Centre régional d'Etudes et d'observations des politiques et pratiques sociales (CREOPS).

Ce séminaire était initialement programmé les 16 et 17 octobre dernier. Mais sous la pression d'une campagne virulente de l'extrême droite et les vives protestations d'élus de la Ville de Marseille, dont l'adjointe aux Rapatriés,

Solange Moll (UDF), le CMC - organisme rattaché à la Chambre de Commerce - retirait sa salle. Un comité de soutien se met en place, présidé par l'historien Pierre Vidal-Naquet.

Le soutien de la gauche

La Faculté Saint Charles accepte alors d'accueillir le colloque, les 2 et 3 décembre. Mais le 24 novembre, elle retire son accord. Elle prétexte des raisons de sécurité, puis, après que la Préfecture ait apporté des garanties, la faculté se retranche derrière la tradition qui interdit la présence de forces de polices sur le campus. Le CREOPS comprend cette position « éthique » et repart en quête d'une salle. Auparavant, l'association a écrit aux élus de gauche du Conseil régional pour demander leur soutien.

Le 26 octobre, la gauche rejette une motion, en séance plénière du Conseil régional, présentée par Damien Bariller (MNR) qui demande l'interdiction du colloque. Alain Hayot (PCF), vice-président de la Région, affirme

que le colloque se tiendra. Michel Vauzelle (PS), président de la Région soutient lui aussi l'association.

Une salle est enfin trouvée, dans le 14^e arrondissement de Marseille. Mais, jeudi, le maire du secteur Garo Hovsépian (PS) recule. Il craint pour la sécurité du quartier. Hier il est revenu sur sa décision après avoir obtenu toutes les garanties pour qu'il n'y ait pas d'incidents. La préfecture assure que les patrouilles de police seront renforcées. Il faut en effet s'attendre à une contre-manifestation de l'extrême droite.

« Rompre le silence sur cette guerre »

Ali Mekki, président du CREOPS, est satisfait : « Nous sommes contents que cela se fasse et surtout de ne pas nous être retrouvés seuls. On ne crie pas victoire, loin de là, car on a vu resurgir les vieux démons. Mais un grand pas a été franchi. Aujourd'hui cela se fait et il faut apaiser les esprits ».

Ce colloque s'articule autour de quatre thèmes : l'immigration et la guerre d'Algérie, pourquoi le silen-

ce ? La Fédération de France du FLN et les immigrés ; les immigrés et les organisations syndicales ; la gauche et la guerre d'Algérie ; l'engagement des citoyens français en faveur de l'indépendance algérienne. Y participent des acteurs majeurs de cette période. Parmi eux, Francis Jeanson, philosophe, initiateur du réseau qui porte son nom, Jean-Luc Einaudi, auteur engagé dans la guerre d'Algérie, Robert Davezies, prêtre engagé dans le réseau Jeanson, Ali Haroun et Kaddour Ladlani, anciens responsables du FLN, Emile Temime, historien, Saïd Bouamama, sociologue. L'objectif de ce séminaire était à l'origine de « rompre le silence sur cette guerre et permettre aux jeunes issus de l'immigration de dénouer ou de renouer les fils de leur histoire et de l'histoire de leurs parents quelque soit le camp dans lequel ces derniers se sont retrouvés ». Mais la résurgence en France du débat autour de la torture, et la nécessité du devoir de mémoire, lui donne aujourd'hui une autre dimension.

Françoise VERNA